

## « Il n'est de richesses que d'hommes »

Jean Bodin (1530-1596)

« Il n'est de richesse que d'hommes » : à l'époque où Jean Bodin énonçait cet aphorisme, la France connaissait, d'une certaine manière, la première expérience d'une « mondialisation ». Avec ses heures de gloire – Jacques Cartier partant pour les Amériques, où son expédition donnerait naissance à ce qui allait devenir le Québec – mais aussi ses moments d'infamie – les débuts de la traite des Noirs qui atteindrait son plein essor au XVIII<sup>ème</sup> siècle.

La maxime de Jean Bodin était vraie au XVI<sup>ème</sup> siècle, époque où la richesse de la France se mesurait avant tout au nombre de bras disponibles pour son agriculture. Elle l'est encore bien plus aujourd'hui, alors que la France est devenue un acteur à part entière d'une économie moderne fondée sur le savoir et l'intensification des échanges de toutes sortes. Echanges commerciaux et financiers bien sûr, mais aussi et surtout échanges humains sous toutes les formes de leur commerce : culture, tourisme, immigration, expatriation temporaire ou définitive.

Novation radicale de notre époque : le cerveau humain se trouve désormais assisté de moyens prodigieux pour calculer, commander à distance, pénétrer les secrets du vivant et du cosmos, intervenir sur notre propre patrimoine héréditaire. L'informatique, la robotique, les télécommunications, les biotechnologies, avec une dépense minime en énergie, nous font entrer dans le monde inédit de la reproduction à faible coût de nombreux biens et services, du stockage et du traitement instantané de l'information. Le rétrécissement de l'échelle de l'espace comme du temps contraint les institutions financières à réagir à la seconde, les Etats au jour le jour. L'ancienne économie ne disparaît pas mais devient la matière première du système économique qui se met en place.

En résulte une vaste redistribution des rôles sur la planète qui coïncide par ailleurs avec une transformation du capitalisme. Le nouveau capitalisme accélère de façon inouïe un certain nombre de mutations qui affectent la totalité de l'expérience humaine. Le choc des mutations technologiques se double de la brutalité avec laquelle le marché conduit les entreprises à exploiter les innovations pour accroître leur compétitivité. De plus en plus, les emplois se créent à partir du développement des services immatériels et non plus à partir de l'industrie au sens classique du terme. Dans un proche avenir, ne subsisteront que quelques grandes industries organisées en réseaux. Déjà la logique de chaque marché n'existe qu'à travers un réseau complexe d'interventions techniques, financières, sociales et politiques qui dépassent l'entreprise, et, de plus en plus souvent le cadre national. On entre ainsi dans un monde nouveau qui apparaît propice pour la technique, encore énigmatique pour la politique.

Nos convictions éthiques, forgées lentement par l'Histoire, notre « écosystème » politique ne sont pas préparés à répondre aux enjeux d'une technique domestiquée par des intérêts commerciaux. « Tout devient du *contenu* : nous payons pour les histoires qui viennent emplir notre vie. La culture devient la principale ressource. Mais qu'advient-il si nous épuisons cette ressource ? »<sup>1</sup> La question qui se pose est désormais la suivante : « Pouvons nous considérer l'homme, cette apparition souveraine dans l'histoire de l'univers, comme responsable de son évolution »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Jérémy Rifkin – Le Monde Diplomatique – Juillet 2001

<sup>2</sup> Ernst Jünger. Les prochains Titans. Grasset 1998

Nous ne devons pas adopter une attitude frileuse face à la mondialisation ou nous contenter d'en dénoncer de façon académique les dangers. La mondialisation est notre présent. Sa régulation est notre avenir ! Selon nous, l'économie ne peut se passer de régulations qui appellent l'agencement d'une nouvelle organisation mondiale. La question de la finalité de la mondialisation en cours reste ouverte pour autant que nous le voulions. « Le sens de la mondialisation dépendra de ce que nous en ferons. Car si la mondialisation est un fait, elle n'est pas une fin en soi. Elle suit un cours que nous devons maîtriser, pour en tirer les bénéfices et pour en prévenir les revers »<sup>3</sup>.

Dans cette nouvelle *Grande Transformation* du monde que nous vivons, les principaux atouts de la France sont constitués par le talent et la créativité de ses femmes et de ses hommes, fruit d'une riche et ancienne culture. Elles et eux, seuls, feront de la mondialisation ce qu'elle doit être pour notre pays : une occasion d'accroître son rayonnement, en donnant l'exemple d'un dynamisme économique respectueux de l'environnement, des équilibres sociaux comme des droits et des devoirs de l'homme en société, mais aussi d'une création culturelle échappant aux mécanismes exclusifs du marché.

La partie est engagée. La France a déjà bougé. Les Français ont affirmé leurs capacités : une grande réussite des dernières années tient à l'émergence de très grandes entreprises de taille mondiale. Une autre est que pour la première fois depuis trente ans, le retour au plein emploi apparaît désormais une perspective crédible. Cependant une constatation demeure préoccupante : depuis le début des années 1990, l'évolution de l'effort de recherche et de développement, celle des investissements, sont en deçà de celle des Etats-Unis ou du Japon. Pour redresser cette situation, il est nécessaire de procéder à une accumulation du capital plus rapide et à une meilleure valorisation dans l'économie du savoir. Pour cela, il s'agit de rendre le territoire national, pour un certain temps, plus attractif que celui des autres pays voisins, qu'il s'agisse des compétences comme des capitaux.

La place de la France, son influence, sa prospérité dépendent, en dernier recours, d'une détermination : la capacité de notre pays à mobiliser la créativité individuelle et collective. L'enjeu – pour nous – est d'attirer ou de maintenir sur notre territoire les talents, les capitaux, les centres de décision économique, scientifique et culturel. Cette lutte pour être pacifique, n'en est pas moins sans merci. Ne pas se donner les moyens d'y participer mettrait en danger le bien-être des Français, leur emploi, leurs sécurités, leur art de vivre. Nous ne sommes pas de ceux qui concèdent qu'il faudrait travailler plus pour donner de meilleurs rendements aux retraités de Floride. En revanche, nous considérons qu'il convient de travailler mieux pour pouvoir continuer à proposer cette « sorte d'écologie du bien vivre » qui selon Théodore Zeldin caractérise notre pays. Il appartient donc au Politique de se saisir du débat.

C'est à cette fin que le Premier Ministre nous a demandé, suite aux propositions formulées par le rapport sur l'entreprise et l'Hexagone (rapport Lavenir) de mener une mission de réflexion sur les moyens de renforcer l'attractivité du territoire français. Nos principaux partenaires européens ont déjà tiré les leçons du nouveau contexte créé par l'arrivée de l'Euro et l'élargissement vers l'Est de l'Europe. Ils ont fait de l'attractivité de leur territoire un enjeu majeur du débat public et adopté une stratégie offensive dans ce domaine. Il importe de réagir pour renforcer nos points forts et corriger nos faiblesses. La société française doit porter son regard, au-delà de ses frontières, à l'horizon du vaste monde et concevoir la chance que lui

---

<sup>3</sup> Lionel Jospin – Allocution au « Centre brésilien des relations internationales », 06/04/2001

offre le renforcement de l'Union européenne, espace pertinent pour mieux maîtriser son avenir.

Les enjeux d'un nouveau contrat social doivent être rendus visibles, les choix explicités, les conflits assumés. Il est normal que des intérêts, que des forces antagonistes se confrontent au sein de notre société, pluraliste et démocratique. Mais le moment est sans doute venu de mieux faire prendre conscience que tous et toutes peuvent être gagnants dans une stratégie d'attractivité, que les emplois de demain sont gagés par une croissance durable, que la justice sociale et la solidarité le sont par une société d'initiative. Il s'agit de créer des richesses pour assurer et harmoniser la redistribution. Moins d'inégalités, plus de créativité : dans cette perspective, il faut à la fois assurer la mise en place d'une société de formation continue et favoriser l'épanouissement de tous les talents. De même, il faut à la fois reconnaître la légitimité de la réussite matérielle et développer d'autres valeurs, d'autres modèles d'accomplissement.

Au terme de cette mission, des quelque quatre-vingts auditions et rencontres des personnalités françaises comme étrangères que nous avons réalisées, nous refusons les discours trop souvent rebattus d'un déclin annoncé de la France, d'une fuite de ses cerveaux. Notre pays obtient de remarquables résultats. Nous avons un devoir de lucidité pour discerner les difficultés et nous avons la volonté de les surmonter. Dans cette perspective, nous affirmons que le problème de l'image de la France n'est pas moins déterminant que celui de sa compétitivité, celui de la fiscalité des personnes physiques pas moins que celui des entreprises. Nous avons choisi de proposer une pédagogie et une stratégie s'appuyant sur de multiples propositions ciblées et coordonnées plutôt que de préférer de vains effets d'annonce.

Certains, pour se défaire de leurs responsabilités, organisent le procès d'une France prétendument paresseuse, oubliant qu'en mettant le peuple en accusation, c'est leur propre procès qu'ils instruisent. Notre conviction est qu'existe une large base de mobilisation des forces vives de notre pays sur quelques objectifs majeurs en matière d'attractivité du site France : réussir le pari de l'excellence, renforcer l'appareil de production, créer une nouvelle alliance entre l'économie et l'agir collectif, le local et le global.

Les prochaines échéances électorales nationales constitueront un temps fort de la discussion publique qui devra mettre la question de l'attractivité dans la perspective du projet France à l'ère de la mondialisation. Penser un avenir possible et souhaitable, fixer le cap, indiquer le cheminement approprié est une responsabilité éminemment politique.